



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

08 Mars 2022

## ❖ La guerre entre la Russie et l'Ukraine devrait avoir des conséquences sur l'économie des pays de l'AEOI

La guerre qui se déroule depuis plusieurs jours en Ukraine devrait avoir des répercussions sur les économies du monde entier, n'épargnant pas les marchés africains selon deux études publiées par *Oxford Economics* et *IHS Markit*. Des tendances inflationnistes sont déjà perceptibles en Ouganda, où l'indice des prix à la consommation devrait culminer à 3,8 %, contre 3,5 % auparavant. Elle devrait atteindre 5,1 % au Kenya, et 2,0 % au Rwanda. Si les échanges commerciaux entre la Russie, l'Ukraine et les pays de l'Afrique Sub-Saharienne (ASS) sont faibles – puisque, cumulées, les importations des deux pays représentent 1 % des importations de l'ASS et les exportations seulement 0,6 % - les exportations de produits agricoles et de métaux russes sont importantes pour de nombreux pays. Les données publiées par *Trade Map* montrent qu'en 2020, 2 % des importations totales de la Tanzanie provenaient de Russie, et 59 % des imports de céréales, des taux respectivement de 2 % et 18 % pour le Kenya. Djibouti et l'Éthiopie importent quant à eux une part importante de leur blé et métal d'Ukraine, respectivement 30 % et 26 %.

Le conflit a également un impact sur les prix mondiaux du pétrole, qui pourraient atteindre 150 USD le baril à court terme avant de redescendre à 110 USD selon les estimations d'*IHS Markit*, et pousser à la hausse les prix des autres matières premières. Les pays importateurs de pétrole et qui dépendent des exportations agricoles dont le café, le thé, les fleurs coupées ou le tabac, dont le Kenya, le Rwanda ou l'Ouganda, risquent ainsi de subir des pressions accrues sur leurs comptes courants en 2022.

## 🌐 Le rapport 2022 du GIEC met, une nouvelle fois, en exergue la fragilité du continent africain face au changement climatique

Au cœur des préoccupations du Forum régional africain sur le développement durable 2022 qui s'est tenu au Rwanda ou de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA) lors de laquelle les représentants de 175 pays se sont réunis à Nairobi pour signer une résolution qui appelle à un accord juridiquement contraignant d'ici 2024 pour interdire les plastiques à usage unique, le changement climatique et ses impacts ont également été étudiés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) lors de son rapport annuel. En effet, bien que le continent africain ne représente qu'une faible part des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les impacts néfastes du changement climatique se font, depuis des années déjà, ressentir sur la biodiversité, la production alimentaire ou la croissance économique.

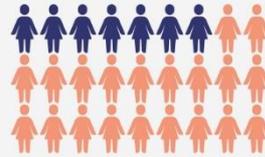
Le rapport montre ainsi que, dans la quasi-totalité des pays africains, le PIB par habitant serait réduit de 5 % d'ici à 2050 et de 10 à 20 % d'ici à 2100 si le réchauffement climatique s'élève à 2 °C par rapport au scénario à 1,5 °C. Les régions avec des contraintes de développement - pauvreté, accès aux services et biens de base, défis de gouvernance - considérables, dont les pays d'Afrique de l'Est, sont particulièrement vulnérables aux risques climatiques.

## 🌐 Selon le secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est, les femmes, qui représentent plus de 50 % de la population de la CAE, détiennent la clé du succès économique de la région

En cette journée du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, une infographie avec quelques chiffres clés pour appréhender la situation des femmes en Afrique de l'Est :



Au Rwanda **63,8%** des parlementaires à la Chambre basse et **38,5%** au Sénat sont des femmes; **36,4%** à la Chambre basse et **41,9%** au Sénat au Burundi ; **35%** en Ouganda ; **36%** en Tanzanie ; **27,8%** au Kenya ; et **28,5%** au Soudan du Sud.



En Afrique subsaharienne, seulement **37%** des femmes ont un compte bancaire, contre 48 % des hommes.



**96 %** des femmes au Burundi, **76 %** au Kenya, **84 %** au Rwanda, **71 %** en Tanzanie et **77 %** en Ouganda travaillent dans l'agriculture.



En Afrique de l'Est, il est estimé que **31%** des femmes sont mariées avant l'âge de 18 ans.



**58 %** des entrepreneurs de petites et moyennes entreprises en Afrique sont des femmes, mais les entreprises dirigées par des femmes affichent, en moyenne, des bénéfices inférieurs de 34 % à ceux de leurs homologues masculins.



Mettre fin aux inégalités de sexes sur les plateformes de commerce électronique ajouterait **15 Mds USD** à la valeur du secteur entre 2025 et 2030.



**80 %** des commerçants informels d'Afrique de l'Est sont des femmes qui vendent des céréales, des aliments de base, des textiles et des cosmétiques

## Burundi

### La digitalisation du système de santé s'accélère

Le ministère de la Santé publique et de la lutte contre le Sida, a co-organisé fin février, en partenariat avec Enabel, l'agence de développement belge, une conférence dédiée aux expériences de digitalisation des systèmes de santé au Burundi. A ce jour, une vingtaine d'hôpitaux et près de 200 centres de santé sont informatisés et utilisent des outils digitaux d'aide à la décision médicale et/ou de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) des équipements biomédicaux. L'objectif est d'atteindre un taux de digitalisation des hôpitaux de 60% d'ici la fin de l'année et à terme, une informatisation universelle des établissements de santé. La digitalisation du système de santé constitue une priorité pour le gouvernement burundais afin d'améliorer la qualité des services et des prestations, le suivi des patients ainsi que la gestion des ressources financières des hôpitaux et centres de santé. Un plan de digitalisation des services sanitaires (2014-2024) est actuellement en cours de mise en œuvre, développé et soutenu par Enabel.

## Comores

### Le groupe CIOA conclut un partenariat avec la Société Comorienne des Hydrocarbures

Le groupe Centre International d'Opportunités d'Affaires (CIOA), société d'ingénierie d'affaires varoise, a annoncé le 3 mars la conclusion d'un partenariat avec la Société Comorienne des hydrocarbures (SCH), société d'Etat détenant l'exclusivité de l'importation des hydrocarbures de l'archipel (à l'exclusion du gaz). L'accord porte notamment sur l'appui à l'amélioration de son approvisionnement en hydrocarbures évalué à

120 MEUR par an, la mise en place de nouveaux centres de profit, la modernisation des équipements de stockage et de distribution, ainsi que le conseil relatif aux problématiques stratégiques et opérationnelles.

## Djibouti

### Signature d'un accord de partenariat entre Eiffage Génie Civil et Weco Weco pour la mise en place de turbines hydrauliques

Fin février, le français Eiffage Génie Civil et l'entreprise djiboutienne Weco Weco ont signé un accord de partenariat pour l'installation d'un prototype de turbines hydroliennes (500 kWh) situé sur la passe reliant le lac Goubbet au golf de Tadjourah. D'un montant d'1 MEUR, majoritairement financé par Weco Weco, ce prototype pourrait constituer la première phase d'un projet d'installation d'un parc de 40 hydroliennes de 20 MW dans un premier temps et de 130 MW à terme. En mars 2021, Eiffage avait déjà livré avec son partenaire espagnol *Tedagua*, la première phase de l'usine de dessalement des eaux d'une capacité de 22 500 m<sup>3</sup> par jour pour l'ensemble de la capitale.

### Connexion à Djibouti à un neuvième système de fibre optique sous-marin

Fin février, le gouvernement djiboutien a annoncé sa participation à la construction d'un système de fibre optique sous-marin afin de fournir un meilleur accès à internet. Estimé à 500 MUSD, ce projet - porté par le consortium *Southeast Asia-Middle East - Western Europ 6* (12 entreprises des télécoms dont Djibouti Telecom) - vise à relier Singapour à la France (Marseille) grâce à 10 paires de fibres optiques de 12,6 téraoctets chacune. Avec des points d'atterrissage dans 11 pays dont un à Djibouti, cette infrastructure, opérationnelle en 2025, constituera la neuvième connexion de Djibouti à

un système de fibre optique sous-marin. Depuis 2014, la possibilité d'ouverture du capital de Djibouti Telecom à des opérateurs privés est évoquée régulièrement, projet rappelé par les autorités djiboutiennes en 2020.

## 🍷 Erythrée

*Pas de brèves cette semaine*

## 🍷 Ethiopie

**L'Ethiopie demande au FMI d'exclure les prêts de *Huawei* à Ethio-telecom de l'analyse de la dette publique**

L'Ethiopie a demandé au Fonds Monétaire International (FMI) d'exclure les prêts contractés par l'opérateur de télécommunications public, *Ethiopian Telecommunications Corporation* (ETC), de l'évaluation de sa dette. Sur le prêt de 2,3 Mds USD qu'avait reçu ETC en 2013 de la part de l'entreprise chinoise *Huawei* dans le cadre d'un projet d'expansion, 765 MUSD doivent encore être remboursés par la compagnie. La requête des autorités éthiopiennes est aujourd'hui en train d'être étudiée, et permettrait, si elle est acceptée, d'aider à la restructuration de la dette du pays. Cette annonce intervient un an après que les pays de la Corne de l'Afrique aient annoncé leur volonté de restructurer une partie de leur dette extérieure de 30,4 Mds USD dans le cadre du Cadre commun pour le traitement de la dette, au-delà de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 et du Club de Paris. Les négociations de l'Éthiopie sur la restructuration de sa dette ont été compliquées par la guerre civile au Tigré.

## Difficulté des embouteilleurs de liqueurs en raison de taux d'accises élevés

L'Institut éthiopien de développement de l'industrie alimentaire, des boissons et de l'industrie pharmaceutique a publié une étude mettant en lumière les baisses de ventes et de volume des embouteilleurs de liqueurs en raison d'un taux d'accise élevé. En effet, la réglementation sur les accises a été modifiée en février 2020, imposant une taxe de 60 % sur les articles utilisés comme intrants pour produire les liqueurs, ainsi qu'une taxe supplémentaire de 80 % sur le produit final. Les embouteilleurs considèrent donc être soumis à une double imposition et s'inquiètent de la hausse de produits frauduleux, de la perturbation des chaînes de valeur et de la concurrence des alcools importés. Les huit embouteilleurs interrogés dans l'étude produisaient 27,5 M de litres de liqueur il y a deux ans. La production a chuté de 40 % en un an. Le chiffre d'affaires annuel des petits embouteilleurs a chuté de 68 % en moyenne. L'enquête invite notamment le ministère éthiopien des Finances à réduire le taux d'imposition à 10 % et à fixer des paiements à la fin des ventes.

## 🍷 Kenya

**Les entreprises chinoises risquent d'enfreindre la règle des contractants locaux**

Les données publiées par la *Kenya National Highways Authority* (KeNHA) montrent que neufs entreprises chinoises ont jusqu'à aujourd'hui réservé aux entrepreneurs locaux environ seulement 9,5 % des contrats de construction routière pour une valeur de 129,7 Mds KES (1,138 Md USD), alors que la loi kenyane demande à ce que 30 % de ces emplois soient réservés aux entreprises locales. KeNHA rappelle

que les entreprises chinoises seront pénalisées si elles échouent à appliquer la règle des 30 % d'emplois locaux à la fin des projets routiers en cours.

## S'il est élu, William Ruto promet de réallouer le budget des grandes infrastructures aux petites entreprises

William Ruto, vice-président et candidat à l'élection présidentielle qui se tiendra le 9 août prochain, prévoit s'il est élu de réduire les dépenses pour les projets routiers, ferroviaires et énergétiques de grande ampleur, de réduire la dette et d'octroyer davantage de financements aux petites entreprises, dans une perspective de modèle « *bottom-up*. » La création d'un fonds de 200 Mds KES (1,8 Md USD) pour accroître la production des entreprises, de l'industrie manufacturière à l'industrie alimentaire, est ainsi prévue. Le budget dédié aux grands projets d'infrastructures, d'un montant estimé par le Trésor à 3,3 Mds KES (28,9 MUSD) en 2022-2023, serait utilisé pour financer le fonds.

## Madagascar

### Le FMI approuve le décaissement de 67,5 MUSD au titre du programme FEC

Le 7 mars 2022, le conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement de 67,5 MUSD au titre de la première revue du Programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC), d'un montant total de 312,4 MUSD. Ce décaissement fait suite à une mission du FMI en novembre 2021 et porte le total décaissé à 135 MUSD. La croissance devrait s'accroître à 5,4 % en 2022 (après une reprise à 3,5 % en 2021). Le FMI recommande de poursuivre l'amélioration de la gouvernance, la transparence budgétaire et la lutte contre la corruption suite à la publication des quatre volets du rapport d'audit de la Cour des comptes portant sur la réponse au Covid-19. Le FMI

recommande également la mise en place d'un calendrier de transition vers un mécanisme automatique de tarification des carburants et des filets de sécurité sociale visant à protéger les populations vulnérables.

## Maurice

### Le gouvernement renforce ses prérogatives dans la régulation des importations de certains produits

Dans un environnement économique perturbé, le gouvernement a renforcé les prérogatives attribuées à la *State Trade Corporation* (STC) qui pour la première fois a lancé des appels d'offres internationaux pour l'importation de 50 000 tonnes métriques de ciment, pour des livraisons échelonnées entre mai à septembre 2022, ainsi que pour 200 tonnes métriques d'huile de cuisson (avril à juin 2022). Dans une logique d'encadrement des prix de vente des produits de première nécessité, la STC importait jusqu'à présent des hydrocarbures, du riz et de la farine. Cet élargissement de ses attributions vise à garantir une plus grande maîtrise des prix des importations dans un contexte de forte volatilité.

## Ouganda

### Le gouvernement pousse pour que les acteurs du tourisme travaillent conjointement

Lors d'une rencontre entre le président Yoweri Museveni et les représentants de l'*Uganda Tourism Board* (UTB), du ministère du Tourisme, des tours opérateurs (*Association of Uganda Tour Operators*) et des professionnels venant du secteur privé (*Uganda Hotel Owners Association*), le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité pour ces acteurs de travailler ensemble

pour le développement du pays. La rencontre s'est déroulée après le lancement d'une initiative de «rebranding» de l'Ouganda comme destination touristique par l'UTB - *Explore Uganda, The Pearl of Africa*.

Les discussions ont notamment porté sur la mise en place d'actions marketing sur le tourisme par l'UTB (grâce à des investissements du gouvernement). Les acteurs privés ont également sollicité de plus fréquentes rencontres entre le gouvernement et les professionnels privés du tourisme (prévision d'une visite d'un parc national en ce sens). Ils ont aussi sollicité la présidence pour qu'elle intervienne auprès des communautés vivant dans les parcs nationaux, qui sont en conflit permanent avec la faune sauvage. Enfin, à travers le représentant des tours opérateurs, les acteurs privés ont annoncé leur souhait de renforcer le secteur privé et de rejoindre les Conseils d'Administration de l'*Uganda Airlines*, l'UTB, l'*Uganda Investment Authority*, l'*Export Promotions Board* et du *Petroleum Authority of Uganda*.

## 🇷🇼 Rwanda

### 5 MUSD pour favoriser la mise en œuvre des engagements climatiques nationaux

Le Rwanda vient d'être annoncé comme l'un des 12 pays lauréats du projet GUARD AFRICA, financé sur trois ans par le gouvernement suédois et coordonné par la *Pan African Climate Justice Alliance*, un réseau de près de 1000 organisations de la société civile issues de 48 pays africains. L'Éthiopie, le Kenya et la Tanzanie bénéficieront également du projet. L'initiative vise à catalyser la mise en œuvre des Contributions Nationales Déterminées (CDN) par la mobilisation de la société civile, des acteurs non-gouvernementaux et des gouvernements sur les enjeux de changement climatique. Le Rwanda a été le

premier pays africain à soumettre sa CDN mise à jour en 2020, s'engageant à un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 38 % par rapport à un scénario *business-as-usual*. La mobilisation de la finance climatique internationale est essentielle pour permettre au Rwanda d'atteindre ses objectifs. Le coût de mise en œuvre de l'ensemble des actions d'adaptation et d'atténuation nécessaire est en effet conséquent et estimé à près de 10 Mds USD entre 2020 et 2030, soit l'équivalent du PIB du pays.

## 🇸🇨 Seychelles

### L'archipel se connecte au câble sous-marin PEACE

Le Secrétariat principal pour la communication et la technologie de l'information a annoncé qu'un câble sous-marin relié au *Pakistan East Africa Cable Express* (PEACE) a été déployé à Persévérance (sur la côte nord-est de Mahé) le 7 mars 2022. Le câble PEACE sera opérationnel à partir de mai 2022 et a été déployé par la *Seychelles Cable Systems Company Ltd* (SCS, dont les actionnaires sont le gouvernement, *Cable & Wireless Seychelles* et l'indien *Airtel*). L'investissement atteint 20 MUSD. PEACE est le deuxième câble déployé aux Seychelles après le *Seychelles East Africa System* (SEAS, arrivant à Beau Vallon), déployé depuis 2012.

## 🇸🇴 Somalie

*Pas de brèves cette semaine*

## 📍 Soudan

### Libéralisation du taux de change

Dans une circulaire publiée le 7 mars, la Banque centrale a annoncé la fin de son intervention dans la fixation des taux de change, laissant dorénavant les banques commerciales et les bureaux de changes fixer librement les cours en fonction de l'offre et la demande. Cette décision s'explique par le fossé croissant entre le taux officiel et le taux parallèle ces dernières semaines qui dépasse 25% pour s'établir dorénavant à 1 USD (555 SDG), et l'incapacité de la Banque centrale de contrôler ce différentiel dû à son manque de réserves en devises.

### Don de 20 000 tonnes de blé de la part de la Russie

Les autorités soudanaises ont annoncé la réception d'une cargaison russe de 20 000 tonnes de blé, et ce quelques jours après la fin de la visite officielle très controversée à Moscou du Vice-président du Conseil de la Souveraineté. Ce tonnage est symbolique puisque la consommation mensuelle s'élève à environ 285 000 T dont la grande majorité est importée. Il ne permet pas de compenser la suspension des livraisons de blé américain décidée après le coup d'Etat du 25 octobre. Pour mémoire, dans le cadre des accords d'Abraham, les Etats Unis s'étaient engagés à livrer 1,6 M tonnes de blé sur quatre ans, dont 253 000 tonnes avaient déjà été acheminées en 2021. La situation alimentaire s'annonce critique dans les prochains mois, puisque dans le même temps, les autorités prévoient une baisse de la production de blé (-10%), estimée à 580 000 tonnes.

## 📍 Soudan du Sud

Pour encourager les réformes financières dans le pays, la Banque

## Mondiale a approuvé un financement de 34 MUSD

Sous forme de don, la Banque Mondiale a décidé d'approuver un financement de 34 MUSD de l'*International Development Agency* (IDA). Les fonds alloués serviront à soutenir un nouveau projet quinquennal (2018-2023) de gestion des finances publiques et de renforcement institutionnel au Soudan du Sud. L'objectif principal des fonds est d'améliorer la transparence budgétaire, les résultats fiscaux, la gestion des finances publiques et le rôle des institutions. Une bonne allocation de ce fond permettrait à l'Etat du Soudan du Sud de jouer son rôle institutionnel et d'accélérer le développement du pays tout en consolidant un processus de paix interne et le niveau de confiance des citoyens envers les structures étatiques.

## 📍 Tanzanie

### Visite de la présidente tanzanienne à Dubaï : signature de 36 MoU pour un montant de 7,5 Mds USD

Durant sa visite aux Emirats arabes unis à l'occasion de l'Exposition universelle 2020 à Dubaï, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a assisté à la signature de 36 protocoles d'entente (MoU) dans divers secteurs qui représenteraient des engagements d'un montant total de 7,49 Mds USD. La plupart de ces accords sont des lettres d'intention entre entreprises privées tanzaniennes et émiriennes. Parmi les 12 protocoles d'entente relevant d'entités publiques, le principal a été signé entre l'opérateur portuaire *Dubai Ports World* (filiale de *Dubai World*) et la *Tanzania Ports Authority* (TPA) pour un montant de 500 MUSD, visant à développer et améliorer l'efficacité des ports tanzaniens. L'accord couvrirait, selon le directeur de la TPA, l'amélioration des infrastructures portuaires dans plusieurs ports, la formation et le

renforcement des compétences du personnel de la TPA et la mise en œuvre de technologies de l'information et de communication de pointe dans les ports concernés.

## La guerre en Ukraine devrait entraîner une baisse du pouvoir d'achat et une contraction des exportations dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme

La guerre entre l'Ukraine et la Russie pourrait avoir des répercussions sur l'économie tanzanienne via la baisse des exportations dans les secteurs horticole et touristique. Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, 20% des touristes arrivant en Tanzanie étaient russes, tandis qu'au 2<sup>ème</sup> semestre la mise en place de vols charters ukrainiens avait considérablement augmenté le nombre de touristes ukrainiens à Zanzibar. Elle pourrait également avoir pour conséquence l'augmentation de la vulnérabilité des ménages, impactés par la hausse des prix mondiaux des céréales (et notamment du blé, la Tanzanie important 90% du blé qu'elle consomme en 2019), des engrais et du pétrole.

Concernant le pétrole, l'intervention du gouvernement visant à supprimer temporairement la taxe de 100 TZS sur chaque litre d'essence, de diesel et de kérosène (soit 4 centimes d'euros sur un litre à 1€) n'a pas suffi à absorber le choc de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole sur les prix de vente locaux du carburant, prix qui ont été revus à la hausse dès le 2 mars 2022.



## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

[anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)